

PARIS - 1^{er} MAI - MANIFESTATION
 CNT, FA, OCL, Réflex... de Place des Fêtes à République
 (rendez-vous : 10 h, M° Place-des-Fêtes, 19^e arr.)

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

28 AVRIL AU 4 MAI 1994

N° 955

10,00 F

1^{er} MAI...

SOLIDARITÉ !

PARIS - 1^{er} MAI
 17 h
 Fête de soutien
 à Radio Libertaire
 au local de Réflex
 14, rue de Nanteuil
 (M° Convention)
 15^e arr.
 avec
 Schwarzenegger
 Tears of Doll
 Igor Ringard...
 Entrée : 40 F

« Pour qui réfléchit, pour qui ose entrevoir l'avenir, le 1^{er} Mai est destiné à devenir, une année ou l'autre, une date primordiale dans l'évolution de l'humanité. »

Octave Mirbeau

DES 1^{er} MAI, on en a vu de toutes sortes. Des 1^{er} Mai de révolte, de revendications, d'espoir... Des 1^{er} Mai de défaite, aussi. De routine, tristes. Sans parler des 1^{er} Mai horribles : hitlériens, stali-niens, organisés pour exalter le dicta-teur et sa dictature, avec défilés en colonnes, musique et engins mili-taires.

La crainte de cette journée, chez les possédants et leurs représentants

politiques, n'a jamais complètement disparu. La dangereuse potentialité révolutionnaire contenue dans ces rassemblements mondiaux de travail-leurs, la formidable synergie que représentent ces millions d'exploités descendant le même jour dans la rue ont souvent empêché les gens au pouvoir de dormir. De nos jours, malgré tout, l'inquiétude doit encore demeurer.

(suite p. 3)



Banderoles de la FA de Lille, le 1^{er} mai 1986 à Fourmies (Nord).

PARIS - 30 AVRIL
 Réunion publique
 de la FA

« Contre le chômage
 et la misère,
 pour le travail
 et le temps libre »

ESPACE VOLTAIRE
 4, rue Camille-Desmoulin
 (place Léon-Blum)
 métro Voltaire
 11^e arrondissement

(débat, stands, buvette)

UN PROJET ALTERNATIF AU MARCHÉ

Penser l'économie libertaire

Après une semaine d'interruption, nous reprenons la publication de nos articles économiques devant appuyer la journée du 30 avril, date à laquelle, à l'Espace Voltaire (Paris), se déroulera un débat

LE PROBLEME de toute organisation sociale, de toute économie est la production et la répartition des richesses. En clair, il faut nécessairement se poser les questions du quoi produire ? comment produire ? à qui donner et selon quels critères ? Dans une économie capitaliste, c'est le marché qui répond à ces trois questions. C'est le profit (via les prix) qui oriente la production, ce sont les coûts (donc le profit) qui déterminent la façon de produire, et

publique désormais intitulé : « Contre le chômage et la misère, pour le travail et le temps libre ». Notre compagnon de la liaison FA d'Angers nous expose ses vues à propos de l'économie libertaire.

ce sont les revenus (salaires et profits) qui décident de la capacité de chacun à consommer.

Ainsi le marché pour pouvoir individualiser la participation de chacun, et donc le rétribuer, a besoin d'une différenciation des fonctions qui ne se fait pas du fait de l'individu mais du fait des nécessités du système. La négation de l'individu prend ainsi la forme d'une pseudo-autonomie de l'individu ; voilà la force du

marché et aussi la raison essentielle pour laquelle c'est une organisation néfaste, inique de la société.

Penser une économie libertaire, c'est donc reprendre les mêmes questions avec une autre réponse qui satisfasse le désir d'égalité sociale, de solidarité et de liberté réelle. Cela impose de contester les deux piliers ou réponses du capitalisme : le marché et la division sociale du travail. Cela passe, en ce qui concerne le marché, par l'abolition de la propriété privée des moyens de production (et donc du profit comme finalité) et l'abolition du salariat (en tant que marchandisation des capacités physiques et intellectuelles de chacun). Cela passe, en ce qui concerne la division sociale du travail, par la disparition ou le partage des

(suite p. 8)

T 2137 - 955 - 10,00 F



L'universel

le national et l'individuel

« ...C'est reculer que d'être stationnaire/On le devient de trop philosopher/Debout, debout, vieux révolutionnaire et l'anarchie enfin va triompher ! »

(Le Triomphe de l'Anarchie)

LE CAPITALISME n'est pas en crise. Il vit de crises, il est lui-même crise continue. Il est lutte de classes. Actuellement, il connaît un triomphe inconnu dans l'histoire en régnant sur toute l'humanité et toute la Terre : économiquement par la division internationale du travail, politiquement par l'Etat, culturellement par les valeurs marchandes. Le problème n'est pas, fondamentalement, le caractère planétaire du succès de Michael Jackson, du Walkman Sony, de la Toyota Corola ou du Coca-Cola — car, après tout, si certains aiment ça ? — mais le fait que ceux-ci s'achètent et se vendent. La consommation monétaire n'est que le revers du salariat et de son exploitation. Il va sans dire au passage que la disparition du chômage, volant capitaliste qui garantit cette exploitation, ne sera que la conséquence de l'abolition du salariat et de son remplacement par ce que certains anarchistes s'évertuent positivement à nommer le « communisme libertaire ».

Le capitalisme s'appuie donc sur un universalisme des valeurs

bourgeoises, celui de la marchandise, de la méritocratie et de l'individualisme égoïste. Il faut souligner que ces valeurs ne sont pas incompatibles avec certaines formes de libération, telle que la permissivité sexuelle (toujours dans le cadre de la jouissance égoïste petite-bourgeoise ou de certains échanges marchands), et de pseudo-autonomie individuelle (le sport, les loisirs, les arts...), sans quoi elles n'auraient pas gagné l'adhésion des masses.

Le danger d'un retour réactionnaire au particularisme

Pour lutter contre cet universalisme capitaliste, deux solutions sont possibles : soit s'appuyer sur le particularisme, soit développer un autre universalisme, bâti sur d'autres valeurs et proposant un autre projet social. Le particularisme consiste, en gros, à se revendiquer de particularités propres à un groupe social, généralement circonscrit dans un territoire donné. Il repose essentiel-

lement sur des éléments culturels (langue, coutume, croyance) et donc historiques (ces éléments ne sont pas des données de la nature, même humaine, mais des héritages de l'histoire).

Le culte du particularisme se développe actuellement sur fond de recherche d'« identité », de « retour aux sources », de « réenracinement » voire de « pureté originelle ». La culture, dans cette démarche-là, devient paradoxale, ambiguë même, car les valeurs ou les pratiques qu'elle incarne (ou défend) ne sont légitimées que par référence à des valeurs et des pratiques qui sont jugées universelles ou universalistes, tout en se distinguant de valeurs et de pratiques jugées « différentes », « étrangères », « autres », généralement voisines à l'origine (mais de moins en moins avec la globalisation du monde). La culture offre donc un double visage : particulariste et universel (1). Et voilà le double danger : d'un côté, celui de pratiquer ce qu'on appelle le solipsisme en philosophie (« théorie d'après laquelle il n'y aurait pour le sujet pensant d'autre réalité que lui-même », d'après le Robert) et donc de tourner en rond dans une tour d'ivoire ; et de l'autre, plus grave car c'est le danger le plus répandu et le plus meurtrier, celui de tomber dans la xénophobie, pour laquelle seules les valeurs et pratiques de son groupe peuvent être justes et donc tolérables.

Le débouché politique de la xénophobie, c'est le nationalisme, ou le régionalisme qui n'est jamais qu'un nationalisme au rabais. Qu'on le veuille ou non, le nationalisme, tous les nationalismes dans l'histoire et dans la géographie, se sont appuyés sur une forme ou une autre de

xénophobie. Le nationalisme privilégie la dimension particulariste de la culture, la créant même de toutes pièces le cas échéant. Par essence, il se distingue de « l'autre » et, quand le besoin s'en fait sentir, il fait de cet « autre » non plus un voisin pacifique et respectable mais un ennemi mortel. Il passe d'autant plus facilement de la paix à la guerre que le culte de la différence a permis un bon bourrage de crânes pendant la période de paix sous les atours de la tolérance et du respect théorique d'autrui. De la commiseration on vient à la haine. En désignant d'abord l'autre, les autres, distincts de soi-même et de nous-mêmes, le pouvoir n'a plus de mal par quelque dialectique ou artifice de les montrer ensuite du doigt et de les dégommer. Le vidéo-game tourne alors à la guerre dite chirurgicale. Les babacools vaguement anti-militaristes ou anti-racistes sont prêts à s'engager pour casser du Saddam Hussein. La « différence » sans égalité économique et sociale, c'est comme le socialisme sans liberté : une escroquerie.

Le nationalisme outil universaliste de la bourgeoisie

Mais le nationalisme n'est pas incompatible avec l'universalisme du capital. Bien au contraire, il est son instrument le plus approprié. Si le monde finissait par être politiquement unifié, mais toujours dans le cadre de la division mondiale du travail, si les frontières finissaient par être réellement abolies et les Etats réduits au minimum comme le veut en principe la théorie du libre-échange chère au Capital, apparaîtrait alors dans toute sa force la vieille, et réelle celle-là, division entre travailleurs et bourgeois. Il n'y aurait plus de confrontation entre « peuples » ou « nations », mais entre exploités et exploités, dominants et dominés. Cela, le capitalisme le pourrait-il qu'il n'en voudrait pas. C'est donc exactement l'inverse qui se passe : plus que jamais le Capital a besoin de l'Etat, de la nation, pour découper le monde, pour imposer sa forme de domination sociale et politique la plus adéquate, l'Etat-nation qui prétend réunir sous la même enseigne et avec de prétendus intérêts communs des classes et des couches sociales antagonistes.

L'histoire elle-même nous le prouve. Il a toujours existé des projets universalistes sous la forme des empires et des impérialismes : chinois, grec, romain, arabe, inca, hispanique, anglais, américain... Il reste encore, sur le plan culturel, des vestiges de ces anciennes vocations, notamment les Eglises qui, de l'islam au judaïsme en passant par le christianisme, défendent des valeurs qu'elles considèrent comme justes et uniques contre le reste du monde. La nation et le nationalisme sont arrivées ensuite, triomphant au cours de la révolution politique bourgeoise (Cromwell, *Insurgents*, Jacobins) et précédant à peine les premières révolutions industrielles. Partout, toujours et tout le temps, le nationalisme s'est couplé avec l'étatisme, donnant à la bourgeoisie ses formes les plus appropriées de contrôle socio-politique du prolétariat (2). Même les nationalismes dominés par plus forts qu'eux, ou par les résidus des empires et des colonialismes, ont suivi la même voie quand ils sont devenus à leur tour « indépendants » et dominant. Du Nicaragua à l'Angola, en passant par le Maghreb, l'Afrique noire ou le Moyen-Orient, il n'existe aucun exemple contraire : et pour cause, il n'existe et n'existera jamais. La Chine, nation qui est probablement la plus vieille du monde et qui disposait d'atouts formidables sur la voie de l'émancipation, nous a même donné avec le maoïsme un exemple tragique d'un néo-nationalisme se voulant différent, socialiste ou tiers-mondiste, qui causa des millions de morts victimes de la faim ou de la répression.

Il ne reste donc qu'une seule voie : celui d'un universalisme conscient, proposant des valeurs communes à l'ensemble de l'humanité, fondées sur l'appel de la liberté, la nécessité de l'égalité économique et sociale, la volonté de justice. C'est fondamentalement possible, et Rudolph Rocker eut bien raison de souligner que « l'universel qui constitue le fondement de toute culture est infiniment plus important que la différence de ses formes extérieures, qui sont pour la plupart déterminées par l'environnement » (op. cit., p. 345). Le préalable pour progresser consiste donc à se libérer des médiations, réelles ou fictives, qui se dressent entre chacun de nous, entre nous-mêmes et le projet social émancipateur. Or, quel est le creuset, la condition même de la réussite d'un universalisme libérateur, sinon la reconnaissance

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.



Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n°(inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

1^{er} Mai... solidarité !

et le développement de l'individu, seule particule humaine également universelle ? Et c'est bien la force historique de l'anarchisme de l'avoir bien compris et défendu, dès ses origines, en s'appuyant farouchement sur l'émancipation de l'individu, non sans exagérations ou déviations parfois.

Car l'individu n'a pas toujours existé. Encore actuellement, il n'existe pas partout. Son émergence résulte d'un long cheminement philosophique et historique qui a transité par les humanistes à la Jan Huss ou Erasme pour éclore avec les Lumières. Avec la Renaissance, l'homme a pu objectiver le monde et donc assumer pleinement sa subjectivité, celle-ci débouchant sur l'individualité. A la différence de l'homme antique pour qui le monde se dévoile lui-même, qui vit sous le regard des choses environnantes et se voit déterminé comme destin, à la différence encore de l'homme médiéval qui soumet sa pensée à l'autorité d'une vérité révélée, l'homme des temps modernes se croit et se veut souverain de la vérité et par conséquent de la liberté. On comprend la volonté farouche qu'ont tous ses adversaires, Eglises de la foi divine, du naturalisme intégrisme ou de l'écofascisme, à dénigrer cet héritage des Lumières qui les gêne parce qu'il les nie. Et, quoiqu'en disent certains libertaires anti-rationalistes, cet héritage, tous les principaux théoriciens de l'anarchisme l'ont peu ou prou revendiqué (Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta, Rocker) (3), tout en l'estimant insuffisant.

L'universalisme libertaire passe par l'individu

L'individu est bel et bien seul face au monde, et non pas « l'homme seul face au monde » comme l'écrivent stupidement des détracteurs. Car « homme » contient « espèce humaine », ce qui le distingue bien évidemment du terme et du sens d'individu. Il n'y a que les pharisiens pour supposer avec complaisance qu'« individu » est antinomique avec « société ». Dans une société, quelle qu'elle soit, c'est aussi (d'abord ?) l'individu qui fait les choix, des choix, qu'il estime légitimes, souhaitables ou nécessaires. Il le fait bon gré mal gré, dans des conditions bonnes ou mauvaises. L'individu se forme en puisant dans un stock culturel multiple (famille, école, pays ; culture bourgeoise/prolétariaire, écrite/parlée, savante/vulgaire, etc.). C'est lui le creuset unique faisant de chacun une culture unique (« la culture de soi-même ») et, pour autant, une culture qui est parfaitement communicable entre les individus pour peu qu'il y ait les clefs, les conditions et la volonté de communiquer.

A ma connaissance, il n'y a pas d'anarchistes général d'armée, cardinal ou président de la république, non pas parce que d'imaginaires tables de la loi anarchistes l'interdiraient mais tout

simplement parce que les individus en question, accessoirement anarchistes, ont fait le choix, ou ont pu le faire, de ne pas prendre ces voies. Répétons-le, ces choix ne sont pas faciles, certains sont même largement déterminés mais la force et la spécificité de l'anarchisme repose précisément dans le fait que, contrairement à toutes les autres positions philosophiques et politiques, il nie le libre-arbitre (cf. Bakounine) et ne fait pas de la liberté une condition abstraite mais sociale.

La prise de conscience de l'individu puis, tant que faire se peut dans le système en place, son émancipation ou, plutôt, sa recherche d'émancipation, sont des conditions fondamentales pour une réelle émancipation sociale. Nécessaires mais pas suffisantes, contrairement à ce que pense tout le courant dit éducationniste de l'anarchisme qui a fini par s'enfoncer dans un réformisme bien pépère, car sans la réflexion et l'action collective, le monde et l'individu lui-même ne bougeront pas. C'est bien cette tâche qu'il faut poursuivre en ignorant les résidus culturalistes ou nationalistes, avec leurs breloques arrêtées en 1848 lorsque le « printemps des peuples » promettait autre chose que ce qu'il a donné : une nouvelle fragmentation de l'humanité, de nouveaux despotismes, un nouvel échec. Même Bakounine s'en était rendu compte qui, de l'insurrection de Dresde à la Commune de Lyon, a, heureusement, largement évolué dans ses positions, lui comme d'autres : sans quoi l'Internationale anti-autoritaire et l'anarchisme ne seraient peut-être pas nés...

Philippe Pelletier

(1) Immanuel Wallerstein (1990), « Le national et l'universel : une culture mondiale est-elle concevable ? » *Processus cahiers d'analyse politique et juridique*, n° 19, p. 173-184.

(2) Rudolph ROCKER : « La nation n'est pas la cause mais le résultat de l'Etat. C'est l'Etat qui a créé la nation, pas la nation qui a créé l'Etat. [...] La pseudo-conscience nationale est un concept religieux », pp. 200 et 202 (éd. Coughlin) de son ouvrage fondamental *Nationalism and culture*, qui n'est toujours pas publié en français !

(3) Quelques exemples parmi d'autres : Proudhon, dans *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*, évoque positivement les figures de Descartes, Galilée ou Diderot qu'il considère comme le précurseur de « la philosophie positive qu'il s'agit de verser dans les âmes à la place des croyances élitistes » (p. 85, éd. Rivière). Pour Bakounine : « La première attaque fut dirigée contre la croyance en Dieu par la renaissance du libre esprit au XV^e s., qui produisit des héros et des martyrs, comme Vanini, Giordano Bruno, Galilée. [...] elle continua sans bruit son travail invisible [...] jusqu'à ce qu'enfin, dans la seconde moitié du XVIII^e s., elle reparut de nouveau au grand jour, élevant hardiment le drapeau de l'athéisme et du matérialisme » (*Dieu et l'Etat*). Dans *La science moderne et l'anarchie*, Kropotkine, qui critique Kant ou Bergson, évoque l'héritage des Encyclopédistes du XVIII^e s., « instrument puissant de recherche qui nous permit de bâtir toute notre conception de l'univers sur une base scientifique ». Max Nettlau (*Histoire de l'anarchie*) ou Rudolph Rocker (op. cit.) rappellent les grands noms oubliés de l'humanisme de la Renaissance.

(suite de la « une »)

Ils ont donc tenté d'agir par la force, sans y parvenir, au contraire. La trouvaille, ce fut d'en faire une journée de fête, sous l'égide du muguet, chômée et payée ! On espérait ainsi l'émasculer, et on y est arrivé en partie. En partie seulement, car, parfois, des soubresauts violents viennent rappeler à nos exploités que si la classe ouvrière semble être en léthargie, elle peut aussi avoir des réveils brutaux.

En Allemagne, c'est le régime hitlérien qui institua la fête du travail le 1^{er} mai, en France ce fut Vichy. Fête obligatoire bien entendue. A Moscou, surtout dans les années stalinienne, il ne serait venu à l'idée de personne de ne pas participer avec enthousiasme à une journée marquant l'apothéose de la dictature du prolétariat !

Les anarchistes furent toujours des opposants farouches à la transformation du 1^{er} Mai en fête, bien que cette idée ait parfois fait son chemin, même dans le mouvement ouvrier. Le Père Peinard (Emile Pouget), dénonçait, en 1890, cette « ragougnasse réfrigérante de la fête des ventres vides devant le buffet plus vide encore ! » « Ce sont les serrefesses et les serre-freins du socialisme qui ont coupé la chique à l'allure protestataire et frondeuse du 1^{er} Mai en clabaudant qu'il était la fête du prolétariat. »

Rappelons que chez nous, jusqu'à la loi vichyste, ne pas être à son poste de travail le 1^{er} mai amenait la plupart du temps à être viré aussitôt, souvent à être inscrit sur une « liste rouge » que les patrons se communi-quaient, du moins dans les grandes

boîtes. Ce n'était pas la peine d'essayer de s'y faire embaucher ! Manifester et défilé ce jour-là, ce n'était pas non plus une promenade digestive. On risquait de prendre force coups de matraque, voire des balles dans le corps.

Ceux qui ont marqué — Les 1^{er} Mai qui ont marqué soit par leur violence, soit par leur ampleur, furent ceux de 1886, le premier ; celui de 1891, avec la fusillade de Fourmies, « le rendez-vous sanglant », ainsi que l'a définie Zo d'Axa, où la troupe tira sur une foule pacifique et tua des femmes et des gosses en majorité. Il y eut 1920, et 1936, bien sûr, suivi des grandes grèves de juin et des premières conquêtes fondamentales de la classe ouvrière. 1968 et 1986, le centenaire. Depuis, c'est plutôt tristounet.

L'origine — La décision de faire du 1^{er} mai une journée mondiale de revendication de la classe ouvrière fut prise par le Congrès ouvrier international socialiste, dit « congrès marxiste », qui se tint à Paris en juillet 1889. Congrès dit marxiste parce qu'y participaient, entre autres, Liebknecht, Bebel, César de Paepe, Morris, Nieuwenhuis, Adler, Pablo Inglesias, Jules Guesde, Vaillant, Lafargue, Charles Longuet, Camélinat...

Il s'agissait d'exiger la journée de travail de huit heures partout dans le monde. A cette époque, on pouvait travailler quatorze heures par jour, enfants compris. La première « grande victoire » fut la journée légale de onze heures obtenue après nombre de luttes et finalement peu appliquée.

C'est des Etats-Unis que partit l'idée de faire du 1^{er} mai 1886 une journée d'action internationale pour les huit heures : huit heures de travail, huit heures de loisir (sans s !), huit heures de sommeil. Ce fut un immense succès et un drame. A Chicago, le 1^{er} mai fut suivi de grèves dures les 3 et 4 mai. Fusillade de la police, six ouvriers tués, une bombe lancée dans les rangs des flics, huit morts... La répression fut impitoyable. Huit membres de l'équipe du quotidien anarchiste *Arbeiter Zeitung* furent arrêtés et condamnés sans preuves. Quatre furent pendus : Engel, Fischer, Parsons, Spiess. Lingg se suicida dans sa cellule. Fielden, Neebe, Schwab virent leur peine de mort commuée en prison à vie (sauf Neebe, qui ne prit que quinze ans). Ils furent tous réhabilités, remarquez !

En France, la journée de huit heures fut obtenue dans la métallurgie en 1919, après une vive résistance du patronat — et de quelques socialistes — qui prétendait que c'était une utopie irréalisable !

Le 1^{er} mai 1986, notre Fédération anarchiste a édité un tract dans lequel elle disait : « Aujourd'hui, le combat à mener contre ceux qui s'arrogent le droit de commander est toujours le même. Aujourd'hui, le salariat, l'humiliation, la misère sont toujours le pain quotidien de ceux qui louent leur force de travail. L'édification d'une société sans classes, sans Etat demeure une impérieuse nécessité. »

C'est toujours vrai en 1994. Continuons-le, ce combat...

André Devriendt

MANIFESTATIONS A L'OCCASION DU 1^{er} MAI

A l'invitation du groupe Emma-Goldman de la FA
BORDEAUX
manifestation - place Jean-Jaurès - 9 h

A l'invitation des liaisons FA de l'Aude et de l'Ariège
LIMOUX
réunion publique + repas (25 F)

Salle L. Coste, rue Blanquerie - 10 h
Vidéo, rencontres-débats sur le pacifisme, le projet anarchiste,
la société libertaire, les comités Sompport.

Pour le repas, prévenir Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.

A l'invitation du groupe FA de Montpellier,
des liaisons FA de Nîmes et de Lunel
LUNEL

manifestation - place du Marché - 10 h
Depuis septembre 1992, les travailleurs de la source Perrier, dans le Gard, se battent contre les licenciements que veut imposer leur nouveau patron, la tristement célèbre société Nestlé (OPA en 1992, avec promesse de garantir l'emploi).

Plutôt que de se disperser en manifestations traîne-savates ou de rester à l'écart, le groupe FA de Montpellier, la liaison FA de Nîmes et celle de Lunel appellent tous les libertaires de l'Hérault et du Gard à manifester aux côtés des travailleurs de Perrier.

A l'invitation du groupe Milly-Witkop de la FA
NANTES
manifestation - place du Commerce - 10 h

SOUSCRIPTION 30 000 francs pour la librairie du Monde Libertaire

Notre librairie, la librairie du Monde Libertaire, siège social de Radio Libertaire et du *Monde libertaire*, a été ouverte au 145, rue Amelot en 1980.

Depuis cette date, d'autres priorités nous ont amenés à ne pas effectuer de travaux, et reconnaissons que le lieu, carrefour des sensibilités libertaires, n'offre plus cette chaleur esthétique propice à la meilleure convivialité anarchiste.

Aussi, avec la volonté bénévole de compagnons professionnels et votre soutien financier, nous avons décidé de réinvestir complètement le 145, rue Amelot, en donnant la meilleure place à ces « deux compères... menant le même combat » (Roger Dadoun) : l'art et l'anarchie.

Il ne manque aujourd'hui que 30 000 francs pour cadrer cette opération (chèque à l'ordre de Publico, en précisant « Soutien travaux »).

**La librairie sera fermée
du lundi 9 mai
au jeudi 19 mai inclus**

Pour mieux connaître la Fédération anarchiste
« LA BROCHURE ANARCHISTE » n° 1
QU'EST-CE QUE L'ANARCHISME ? (10 F)
(Libellez votre chèque à l'ordre de Publico)

« LE SYNDICALISME ALTERNATIF ET DE BASE SE DÉVELOPPE A LA FIN DES ANNÉES 80 »

La « révolution » italienne (fin)

(suite du n° 954)

C'est dans la seconde moitié des années 80 qu'ont pris pied et se sont développées en Italie des structures de base de travailleurs, nées à la faveur de la contestation des choix des syndicats historiques (CGIL, socialo-communiste ; UIL, socialo-républicain et CISL, démocrate-chrétien). Au départ, ces structures se sont développées dans le secteur public, un secteur particulièrement touché par la politique de réduction des dépenses publiques, décidée par le gouvernement, le patronat et les syndicats. Au début, elles furent particulièrement fortes dans le domaine scolaire où a été lancé le terme de Cobas (Comités de base). Elles ont réussi à renverser la logique syndicale en faveur d'un renouvellement contractuel, obtenant ainsi de fortes augmentations salariales. Elles se sont ensuite développées dans les chemins de fer, dans les hôpitaux, chez les employés ministériels et communaux, dans les Postes.

Dans les chemins de fer, par l'action du personnel roulant, les Cobas ont réussi avec des grèves quasi générales à retarder au maximum le processus de restructuration, qui prévoyait de nombreux licenciements.

A gauche du syndicat

Accusés de corporatisme et de défense d'intérêts sectoriels, les Cobas ont démontré, à l'occasion de la proclamation en janvier 1991 de la seule grève nationale menée en Italie contre l'intervention militaire dans le Golfe, qu'ils avaient à cœur l'intérêt général des exploités du monde entier.

Ces dernières années, lors d'une continuelle mobilisation contre les mesures économiques antipopulaires des derniers gouvernements (celui du socialiste Amato et celui du gouverneur de la Banque d'Italie, Ciampi), ils se sont développés, s'implantant dans d'importants

secteurs industriels comme la métallurgie, la chimie et les télécommunications.

Aujourd'hui, tout le mouvement des organismes de base (défini également comme un mouvement d'auto-organisation), même s'il se présente divisé sous différents sigles et a du mal à trouver une unité organique, est uni dans la critique qu'il porte à l'encontre des syndicats historiques (définis comme syndicats d'Etat). Il est uni également dans la revendication du droit pour tous les travailleurs de décider de manière directe de la forme et du contenu des luttes en matière de défense de leurs intérêts. Revendication qui se concrétise aujourd'hui par le refus d'une nouvelle forme de représentation syndicale imposée par un récent accord gouvernement-patronat-syndicats (représentation des syndicats unitaires), qui garantit aux syndicats la majorité dans l'entreprise avec seulement 30% des voix.

Il est prévisible que cette progression lente mais continue des Cobas se confirme dans un avenir proche. Surtout si l'on prend en considération le processus unitaire que connaissent les trois syndicats institutionnels et leur vocation de plus en plus nette à la cogestion.

Naturellement, les mesures prises par l'Etat et les syndicats officiels pour arrêter la croissance des organismes de base et pour les marginaliser ne se sont pas faites attendre (loi anti-grève dans le secteur public, exclusion des organismes de base dans les discussions contractuelles...). Cela a donné des résultats inégaux.

Le chantage au travail, comme ce fut le cas chez Fiat ou Alfa-Romeo, a très bien fonctionné, poussant la majorité des travailleurs à accepter un accord passé entre le patronat et les syndicats, qui va à l'encontre de leurs intérêts.

La présence des syndicats dans la gestion des caisses de retraite, dans les organismes de conseils aux contribuables pour les déclarations

d'impôts, dans les conseils d'administration des entreprises publiques... leur permet d'exercer un chantage à l'encontre des travailleurs, qui préfèrent profiter de ces services plutôt que d'entreprendre le dur chemin de l'autogestion. Pourtant, tout va de l'avant, inexorablement, comme nous l'espérons.

Ceci dit, voyons maintenant ce qui se passe à la gauche du syndicalisme d'Etat.

Les réalités les plus significatives

L'existence d'organismes de base, indépendants et autonomes, n'exclut pas qu'à l'intérieur des syndicats d'Etat il y ait des groupes de travailleurs qui continuent la lutte, avec toujours plus de difficultés contre les transformations qui ont eu cours au sein de ces organisations est notamment le cas à la CGIL. Où il existe un militantisme particulièrement lié aux traditions d'opposition et aux partis comme le PDS ou le PRC, ou à la gauche plus radicale (il existe aussi un courant anarchiste particulièrement actif dans le secteur de l'éducation).

Dernièrement, l'opposition à la ligne majoritaire de la CGIL a trouvé dans le groupe « Etre syndicat » son point de référence, permettant l'alliance de tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec la ligne des deux principaux leaders, Trentin et Del Turco. Mais dans la meilleure tradition communiste (qui a toujours subordonné l'organisation syndicale au Parti), ce groupe a limité la contestation croissante des travailleurs, se contentant de l'utiliser pour augmenter son propre poids à l'intérieur de l'organisation. Pour finir, son principal leader, Bertinotti, à peine sorti du PDS, est vite passé à la tête du Parti de la refondation communiste (PRC).

Le mouvement des conseils, les conseils unitaires CGIL-CISL-UIL, les auto-représentés ont leurs racines dans le même milieu de la gauche syndicale. Grandement médiatisés, au-delà de leur réelle importance, ils ont fonctionné à merveille pour récupérer et rendre inoffensif le mécontentement de la base, qui a éclaté à l'automne 1992. Le PDS et le PRC les ont utilisés, d'un côté pour redonner vie à une intervention politique de masse au-delà des limites imposées par les directions syndicales, de l'autre côté pour éviter toute scission à l'intérieur de la CGIL, scission qui était envisagée par leurs propres militants de base.

Les conseils ont pour programme la protection des revenus des secteurs ouvriers les plus forts, et la décentralisation de l'action syndi-

cale, combinée à la relance des chambres locales du travail. Evidemment, cela n'empêche pas qu'en leur sein il y ait des composantes qui veulent utiliser la tension unitaire pour donner vie à une initiative de transformation générale du mouvement syndical. Tentative pour le moment vaine.

Les auto-organisés représentent l'ensemble des nombreuses et diverses tendances de l'extrême gauche, du PRC à l'autonomie, des marxistes-léninistes aux bordighistes, des trotskystes aux libertaires... Majoritairement militant et très politisé, ce courant se caractérise par une forte critique de la bureaucratie syndicale, qui aboutit au refus de la structure syndicale même. Le modèle organisationnel de ce courant est le comité de base, entendu comme organisation de lutte extra-syndicale, qui se développe sur la base des revendications des travailleurs, lesquels peuvent être ou non syndiqués. Le comité a ensuite l'assemblée générale comme point de référence, sans le mécanisme de décision à la majorité.

Dernièrement, les auto-organisés ont essayé sans succès, lors des manifestations des syndicats et des conseils, de pousser la base à la rupture avec ses dirigeants. Issu de cette tendance, s'est créé le Syndicat des travailleurs auto-organisés (SLA), présent à l'usine Alfa-Sud de Naples, à celle d'Alfa-Romeo de Milan, à Casino, Pomigliano, à Gela. Le SLA est très lié aux Cobas-Ecole et aux Cobas d'Alfa-Romeo, très actifs dans cette entreprise en pleine restructuration, et qui risque la fermeture.

Le SLA se bat pour une réorganisation démocratique du mouvement syndical, basée sur de nouveaux conseils formés de délégués élus à partir de bulletins désormais vierges (les électeurs inscrivent eux-mêmes le nom du délégué qu'ils choisissent), revendication commune à l'ensemble des organismes de base.

Pour ce qui est des Cobas-Ecole, il faut indiquer que l'importance de cette organisation s'est réduite, et qu'elle a perdu beaucoup de ses caractéristiques initiales. Lors de la dernière assemblée nationale (la soixante-septième), étaient présents des délégués de vingt provinces, qui se sont divisés en deux parties opposées sur le problème électoral, ce qui note la grande politisation qui a envahi cette organisation. Comme si cela ne suffisait pas, d'autres organismes de base sont sortis de Cobas-Ecole, en désaccord sur l'orientation prise par les représentants historiques. Existente actuellement l'organisation Cobas-Ecole, la Fédération des travailleurs unis de l'Ecole...

Le syndicalisme alternatif, indépendant et de base se développe à la fin des années 80 et au début des années 90, à la faveur du départ de groupes de militants et d'adhérents des syndicats traditionnels, de leur rencontre avec des militants actifs formés dans les mouvements de base des dernières années, et de la volonté de donner vie à des structures permanentes au niveau local, professionnel et inter-professionnel. Les caractéristiques principales de ce mouvement sont l'affirmation de l'importance du conflit de classes et du militant de base, le refus de l'intégration et le rejet de la bureaucratie. L'hypothèse de fond sur laquelle ils travaillent est celle de construire des structures stables, solides, coordonnées au niveau général pour répondre à la possible sortie de secteurs importants de travailleurs obligés d'abandonner les syndicats à leur politique de collaboration-intégration et de liquidation des conquêtes ouvrières. Pour soutenir cette hypothèse, ce mouvement refuse tout type de soutien aux initiatives syndicales, préférant l'initiative autonome. Les mobilisations, grèves et manifestations (jusqu'à 50 000 travailleurs lors des manifestations de l'automne 1993) soulignent la croissance lente mais constante de l'initiative.

La Confédération unitaire de base (CUB) fait aussi partie de ce courant syndical alternatif. La CUB coordonne sur la base de statuts de type fédératif :

- la Fédération des travailleurs unis de la métallurgie (FLMU), particulièrement forte à Milan et dans sa région où elle est presque aussi puissante que le syndicat officiel correspondant ;

- la Représentation de base (RDB), présente dans les administrations locales, la santé, les pompiers, la sécurité sociale, les transports urbains et, de manière générale, les travailleurs du public et du parapublic ;

- d'autres organisations plus petites, comme le COMAD des chemins de fer, la FLSU de l'Ecole, l'Association des travailleurs de la chimie et assimilés, la Confédération syndicale sarde (autonome sur une base régionale), d'autres organisations qui agissent sur le territoire comme l'Union des locataires et l'Association des locataires HLM.

A part la CUB, il y a la Confédération syndicale de base (CIB-UNICOBAS), qui regroupe différents syndicats catégoriels comme l'organisation Cobas-Ecole, des organisations de copistes, d'employés des offices de placement, de l'administration financière, de la région Campanie, des vigiles privés, des Cobas-Justice et autres. L'expression

ITALIE
RENCONTRES INTERNATIONALES
ANARCHISTES
« Trois jours contre le salariat »
29, 30 avril et 1^{er} mai 1994
El Paso occupato
47, via Passo-Buole, TURIN
 (bus n° 35 ou tram n° 18)
Débats, exposition,
vidéo-cinéma, stands, performances
Renseignements : 19.39/11.650.27.74 (demander Mario)

IRLANDE DU NORD

Une voie vers la paix

de ce courant est le périodique *Unicobas*.

Pour finir, on doit citer l'Union syndicale italienne (USI), qu'il serait un peu réducteur de définir comme un syndicat alternatif. En fait, l'USI, fondée en 1912 et reconstituée en 1978, est un syndicat historique à caractère libertaire et autogestionnaire, lié à la grande expérience de l'Association internationale des travailleurs. Elle est surtout présente dans la santé, chez les travailleurs de la recherche scientifique, de la culture, à l'université et dans l'école publique. Au cours des dernières mobilisations, elle a participé à des initiatives avec les auto-organisés ou la CUB, selon les circonstances. Son organe de presse est *Lotta di classe*.

Les anarchistes, libertaires et anarcho-syndicalistes sont présents un peu partout. Bien sûr à l'USI, mais aussi dans la CUB, la CIB-UNICOBAS et la gauche syndicale. Pour chercher à coordonner cette présence, été avancée la proposition de créer l'Association Pietro Ferrero (du nom de l'anarchiste, dirigeant syndical important, tué par les fascistes à Turin en 1922), qui a édité pendant plusieurs mois, le supplément hebdomadaire à *Umanita Nova*, *Lavoratori Notizie*, et qui a organisé quelques confrontations.

Nous avons cherché à vous fournir un panorama le plus détaillé possible de ce qui se passe au niveau autonome et indépendant chez les travailleurs. Si les lecteurs voulaient en savoir plus, nous leur conseillons la lecture de *Il sindacalismo di base*, éditions Sempere Avanti et de *Plexiglas*, éditions Umanita Nova et évidemment les publications des différents syndicats. (1)

Commission des Relations internationales de la Fédération anarchiste italienne

(1) Editions Sempere Avanti c/o Federazione anarchica, via degli Asili 33, 57126 Livorno et éditions Umanita Nova c/o GCA Pinelli, via Roma 48, 87019 Spezzano Albanese (CS)
N.B. : Federazione anarchica italiana, via Le Monza 255, 20126 Milano.

IL SEMBLE que chaque politicien des deux côtés a trouvé ce qui leur avait auparavant échappé depuis des années : un plan de paix.

John Hume, leader du Social democratic liberal party (SDLP) et Gerry Adams, président du Sinn Fein, furent les premiers à sortir du lot avec un plan dont Hume a dit qu'il pouvait appeler la paix en une semaine.

Dick Spring (il y a une plaisanterie quelque part dans ce nom... *dick* : bite, *spring* : bondir, NdT), le ministre irlandais des Affaires étrangères, en était proche avec son plan de paix en six points. Pourtant, le pauvre vieux Dicky a vu ses points un peu mélangés.

L'avenir

Un point disait que la population entière d'Irlande (Nord et Sud) était celle qui doit décider de l'avenir du Nord, pendant qu'un autre déclarait que seule la population d'Irlande du Nord avait le droit de déterminer comment elle devait être gouvernée et par qui.

John Major et le Premier ministre irlandais Albert Reynolds, dirent qu'ils étaient engagés dans des discussions qui, d'après eux, pouvaient aussi entraîner la paix.

A l'origine, les pourparlers entre Hume et Adams qui firent débiter toute la discussion, étaient généralement vus par beaucoup comme quelque chose qui contenait une lueur d'espoir pour la paix.

Le gouvernement britannique a dit qu'il ne parlerait pas au Sinn Fein tant que le mouvement républicain serait encore engagé dans la lutte armée, des mots qui sont revenus les hanter après qu'il fut révélé que le gouvernement et le Sinn Fein discutaient depuis des années.

Hume et Adams insistent sur le fait qu'une simple déclaration du gouvernement, selon laquelle il n'y a pas d'intérêt à rester dans les six comtés et que cela favorise une Irlande unie comme but à long terme, sera suffisante pour mettre fin à la violence.

Cependant, le gouvernement semble à la fois incapable et sans volonté de faire ce pas. Les conservateurs ont besoin des votes des unionistes d'Ulster au Parlement et font très attention de ne pas les contrarier. Alors il semble bien que tous ces présumés plans de paix n'aboutiront à rien.

Mais qu'offre le plan de paix Hume/Adams et pourrait-il apporter cette paix ? Nous croyons que non. Le principal objet de leurs pourparlers est de provoquer un accord nationaliste sur une stratégie commune. Ils veulent que le Sinn Fein, le SDLP et le gouvernement de Dublin s'assemblent et mettent collectivement la pression sur la Grande-Bretagne. Le mouvement républicain admet que ses tactiques actuelles de lutte armée et de manœuvres électorales ne sont pas suffisantes pour faire renvoyer la Grande-Bretagne d'Irlande. Ils veulent s'assurer l'aide d'autres nationalistes

et sont prêts à édulcorer leur républicanisme pour le provoquer.

A l'évidence, tout marché négocié par John Hume et Albert Reynolds ne s'adressera pas aux vrais problèmes dans le Nord. Par exemple, il n'y a aucune chance qu'ils soient d'accord pour le démantèlement des forces de sécurité du Nord et de la magistrature.

Il n'y a rien dans les pourparlers Hume/Adams qui puisse profiter à la classe ouvrière d'Irlande. Ils croient tous deux qu'ils ont besoin de renforcer la cause nationaliste par l'unité. Mais la politique nationaliste ne peut pas, de par sa nature, et n'essaie même pas d'offrir quelque chose aux travailleurs protestants. Les nationalistes ne peuvent créer les conditions dans lesquelles toute la classe ouvrière puisse vivre dans la paix et la liberté, et dans lesquelles tous nos problèmes sociaux et économiques seraient réglés.

Unité

Seule une politique révolutionnaire peut offrir une solution aux problèmes rencontrés en Irlande. Seule une classe ouvrière unie a le pouvoir de se débarrasser du système empoisonnant qui a créé cette pagaille en premier lieu. L'unité ouvrière est une nécessité en Irlande du Nord. Et pas le genre d'unité « rassemblons-nous et oublions la politique », qui est prêché par ceux qui font campagne pour la paix, mais une unité qui soit construite sur notre

exploitation commune en tant que travailleurs, et notre besoin commun d'écraser le système qui conduit au sectarisme. Ceux qui disent que cette unité ne peut être bâtie tant que l'Etat du Nord existe encore, et que nous devons d'abord obtenir une Irlande unie pour ensuite parler du socialisme, disent tout simplement qu'ils ne croient pas en la capacité des travailleurs protestants à combattre le capitalisme.

Nous, nous croyons dans le potentiel révolutionnaire de toute notre classe, et nous savons que seule une forte classe ouvrière unie, Nord et Sud, a le pouvoir d'écraser l'Etat du Nord.

Chaque grève et conflit au Nord, par lesquels les travailleurs font face à l'Etat, détiennent les clés de cette unité. Et nous savons que c'est lorsque nous nous rassemblons pour combattre notre véritable ennemi que nous pourrions éloigner les travailleurs de la loyauté envers l'Etat, et construire un mouvement qui puisse donner la seule véritable paix qui vaille qu'on se batte pour elle : une société libre et égale, sans patrons ni maîtres.

« Class War »

IRLANDE DU NORD (bis)

Manifestation à Trafalgar Square — Lors d'une rencontre du Réseau de résistance non-violente d'Irlande du Nord, il a été décidé d'organiser une manifestation à Londres le 21 mai, pour exiger du gouvernement britannique qu'il négocie avec tous les protagonistes du conflit anglo-irlandais sans condition préalable et sans issue prédéterminée. A cette fin, un groupe s'est formé, sous le nom de *Negotiate Now* ! Il rassemble des anarchistes, des Verts, des membres du CND, de *Troops Out*, des pacifistes chrétiens... Cette manifestation devrait se dérouler sous la forme d'un rassemblement à Trafalgar Square et de pétitions à faire signer et à remettre le jour même au 10, Downing Street.

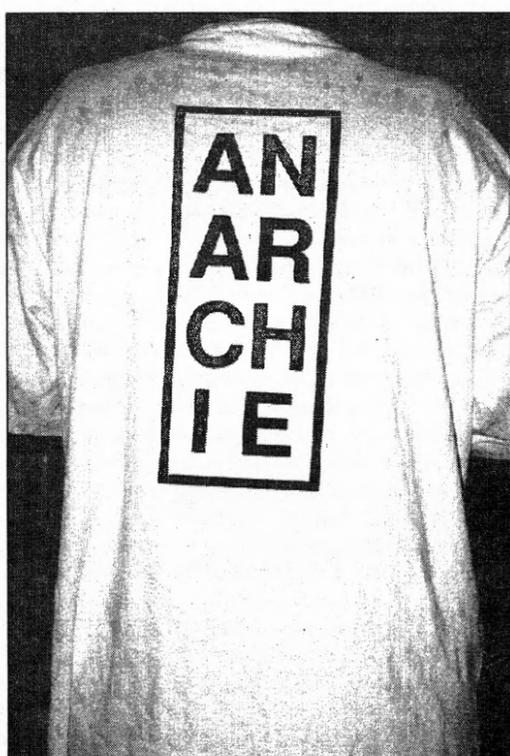
Information de Nonviolent Resistance Network on Northern Ireland

Soutenez le réseau international anarchiste d'information « A-Infos » en envoyant des dons à « A-Infos France » c/o Humeurs Noires BP 79 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR)

2 tee-shirts de la librairie du Monde Libertaire



Impression sur le devant



Impression dans le dos

La librairie du Monde Libertaire a édité deux tee-shirts (impression noire sur fond blanc), tailles : L, XL et XXL. Prix de l'un : 75 F (port compris).

Chèque à l'ordre de Publico.

Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

PARIS
« Bonaventure »
et l'éducation
libertaire
Projection du film
sur l'école d'Oléron,
suivie d'un débat.
Vendredi 29 avril
20 h 30
« La Rue »
10, rue Robert-Planquette
(M° Blanche
ou Abbesses), 18^e arr.
(à l'initiative du gr. L.-Michel)
samedi 30 avril
16 h 30
librairie
du Monde Libertaire

Quand les banlieues lyonnaises brûlent, à qui profite le crime ?

DÉCIDÉMENT, les banlieues lyonnaises n'en finissent pas d'être à la « une » des médias. En tout cas, ce n'est jamais pour mettre l'accent sur le fait que Vaulx-en-Velin est la première productrice de cardons du pays, ce qui est pourtant vrai ! Chacun sait qu'un gymnase a brûlé à Vaulx-en-Velin et un autre à Bron. Plusieurs hypothèses ont été évoquées pour expliquer ces faits. Examinons-les.

La piste du trafic de drogue — C'est la plus répandue. Ce serait l'œuvre de bandes criminelles qui veulent à tout prix déstabiliser le patient travail d'intégration sociale mis en œuvre depuis quelques années.

Selon cette version, les criminels qui vivent du trafic de drogue, de voitures volées, voire de la prostitution, seraient de plus en plus menacés tant par l'efficacité de la police que par l'influence grandissante des travailleurs sociaux qui seraient arrivés à capter l'attention de nombreux jeunes par des activités sociales et culturelles. Au point que cela menacerait la cohésion sociale mafieuse et l'adhésion des ghettos qui permettraient jusqu'à maintenant

aux trafiquants de se sentir « protégés », d'agir et de se replier dans leurs fiefs en cas de danger.

Pour saper cette évolution pernicieuse pour eux, ces voyous n'auraient rien trouvé de mieux que de détruire les symboles de l'intégration sociale que sont les complexes sportifs.

Voilà un beau discours, bien carré, et ayant le mérite de nous fournir des coupables en or et de vanter par la même occasion la politique sociale des gouvernements successifs et des municipalités. Sauf que cela suppose des bandes organisées et hiérarchisées avec des « cerveaux » capables d'analyser, de planifier et de faire exécuter leurs ordres à la lettre.

Or, il semble bien que jusqu'à présent cette fameuse économie parallèle du trafic de drogue soit structurée autour de réseaux familiaux et vise essentiellement à satisfaire des besoins économiques immédiats. Il y a peu de capitalisation, d'apparition de grosses fortunes, de réseaux du type grand banditisme qui puissent être à même d'élaborer de telles stratégies.

Pour l'instant, les « banlieues » ne sont pour l'essentiel que les lieux de revente au détail par des « petits » dealers (« petits » lorsqu'on les compare aux trafiquants internationaux).

Et puis, il y a trois mois, la presse locale nous a juré ses grands dieux que nos vaillants policiers étaient à ce point efficaces qu'ils avaient éradiqué et tué les « têtes » du « milieu lyonnais » et qu'aujourd'hui ce « milieu » ne pouvait même plus se reconstituer. Il faudrait savoir !

La piste du FN — Autre hypothèse, surtout diffusée par les municipalités concernées : les incendies seraient l'œuvre de l'extrême droite. Le calcul des fascistes serait de provoquer des troubles à un an des élections municipales pour alimenter leurs futures campagnes contre l'immigration et favoriser ainsi leur accession à la tête des mairies. Je me garderais bien de rejeter cette hypothèse, mais il est permis d'avoir quelques doutes. Il est vrai que deux individus proches du FN ont été arrêtés avec des armes dans leur voiture la nuit où un des gymnases a brûlé, mais c'était bien après le début de l'incendie, et l'information avait déjà largement circulé partout.

Il semble qu'il s'agisse bien de deux excités qui rôdaient dans les rues, sans but vraiment précis, attirés par la rumeur et le climat de guerre civile ambiant instauré par l'omniprésence des CRS et autres flics en uniforme ou en civil.

Il reste que cela préfigure bien de ce que ce genre d'individus pourraient être capables de faire si l'occasion leur était donnée de faire un « carton ».

Mais pour le moment, le FN, qui a fait des scores impressionnants dans toutes les dernières élections de la région (mais avec des taux d'abstention records) n'a pas vraiment

intérêt à prendre le risque d'être impliqué de près ou de loin dans des attentats. Sa stratégie actuelle est de jouer la légalité. La situation de pourrissement de la vie politique fait suffisamment son jeu, et il attend « tranquillement » son heure. Pourquoi se mouillerait-il en incendiant un gymnase ?

Par contre, les maires communistes de Vaulx-en-Velin et Vénissieux et socialiste de Bron ont intérêt à laisser sous-entendre que l'extrême droite est derrière tout cela, afin de rassembler les énergies autour d'eux dans un large front démocratique. Ils se savent en difficulté, et à l'approche des municipales tous les coups sont permis. Cela a été le sens des manifestations qu'ils ont organisées dans leur commune respective pour dénoncer les attentats sapant les bases de l'ordre républicain. Ces initiatives n'ont d'ailleurs pas eu l'écho espéré, et n'ont rassemblé que quelques centaines de personnes. Ce qui démontre bien l'isolement et l'impasse dans laquelle ils sont enfermés.

La piste du FIS — La troisième hypothèse est celle des réseaux intégristes. Toutes les justifications sont avancées : du FIS qui veut se venger de l'attitude française en Algérie au sabotage de lieux culturels faisant concurrence aux écoles coraniques que les intégristes essaient de mettre en place dans les quartiers défavorisés. Là encore, cela paraît extrêmement farfelu. On ne voit pas pourquoi les réseaux musulmans attaqueraient de front les institutions françaises alors que pouvoirs publics, municipalités, police et hiérarchie catholique les aident à se structurer. C'est ainsi qu'à Vénissieux vient d'avoir lieu le congrès de l'Association des jeunes musulmans (AJM). Il s'est déroulé dans des locaux prêtés par la municipalité communiste, et a rassemblé plusieurs centaines de délégués venus de toute la France. Ces jeunes musulmans ont eu l'appui de Christian Delorme, appelé le « curé des Minguettes », et ont trouvé un large écho dans la presse locale.

Tout ce beau monde s'entend comme larrons en foire. Les islamistes ne gagneraient rien à casser la machine à décerveler.

Et pourquoi pas la piste policière ? — Comme par hasard, cette piste n'est jamais évoquée publiquement, alors qu'il n'y a aucune raison de l'évacuer. La seule chose qui soit certaine dans ces deux attentats, c'est qu'ils n'ont pu être exécutés que par des personnes bien décidées et agissant selon des plans prémédités. Rien n'a été laissé au hasard pour s'assurer que les bâtiments flambent bien, aucune trace repérable de l'action d'un petit groupe bien structuré et efficace n'ayant rien à voir avec une quelconque expression de ras le bol de jeunes révoltés par la mort de

deux des leurs dans un accident de voiture. Ces actes ont été prémédités, et n'attendaient qu'une opportunité politique pour être exécutés. La mort de deux jeunes voleurs de voiture a servi de détonateur. Et comme par hasard, le procès d'un des deux « expulsés » des manifestations lycéennes avait lieu deux jours plus tard. Il y a vraiment des coïncidences cyniques.

Au cœur de ces provocations : les expulsions ! — L'affront qu'a subi Pasqua n'est pas une petite affaire dans les sphères politiques. Il y a eu remise en cause de la procédure administrative d'expulsion s'opposant au principe de l'expulsion judiciaire défendue par les magistrats.

Pourquoi ne pas penser à une manipulation policière visant à créer les conditions politiques pour l'utilisation effective de la procédure administrative introduite dans les derniers textes de lois par les députés, et qui fait l'objet de réticences de la part de l'appareil judiciaire car cela empiète sur certaines prérogatives des magistrats.

Personne ne peut douter de la capacité des flics à manipuler des

individus pour les obliger ou les inciter à quelque provocation. Ce ne serait en l'occurrence pas la première fois.

De toute manière, et quelque soit le scénario, si tant est qu'il y ait eu « complot », le fait est qu'aujourd'hui toute la classe politique est unanime à réclamer que la manière forte soit appliquée systématiquement dès qu'il y a la moindre flambée de violence quelque part. Pasqua a été clair, aussi clair que les communistes et les socialistes. Il ne reste plus qu'à attendre la prochaine mini explosion sociale à Lyon ou ailleurs pour que tout « étranger » fauteur de troubles soit expulsé du territoire. Que ce soit par mesure administrative ou par décision de justice importe peu. Les démocrates ont les débats du niveau qu'ils peuvent. La justice sociale n'est vraiment pas leur affaire. Le consensus autour du principe de l'expulsion se trouve un peu plus largement conforté et médiatisé. Il ne va bientôt plus rester que des « anti-Français » pour s'y opposer.

Les conditions de la lutte paraissent bien inégales, mais la dénonciation de cette « stratégie nationale » en est d'autant plus nécessaire.

Bernard
(gr. Déjacque - Lyon)

RENDEZ-VOUS

AIX-EN-PROVENCE

Le groupe « anartistique » La Vache Folle vous invite aux projections du film *Chomsky, les médias et les illusions nécessaires*, de Mark Achbar et Peter Wintonick, qui auront lieu, le mercredi 4 mai à 19 h 30 et le jeudi 5 à 14 h 30 et 20 h, à l'Institut de l'Image, Espace Méjanes, 1, rue des Allumettes à Aix-en-Provence.

La projection du mercredi 4 mai sera suivie d'un débat organisé par le groupe La Vache Folle, avec la participation de Ronald Creagh. Groupe La Vache Folle, 3, place de l'Hôtel-de-Ville, 13360 Roquevaire.

BREST

Le groupe Les Temps nouveaux informe ses sympathisants qu'ils peuvent le contacter tous les jeudis (sauf vacances scolaires) à partir de 20 h au Centre social de Bellevue. Par ailleurs, les ventes du *Monde libertaire* ont lieu tous les samedis de 14 h 30 à 15 h 30, rue du Siam (près des fontaines).

Groupe Les Temps nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

GRENOBLE

Le groupe Jules-Vallès tient sa permanence chaque samedi entre 14 h 30 et 17 h (et non plus le mardi soir), au local du CDESI, 102, rue d'Alembert.

PARIS 18^e

Permanence du groupe Louise-Michel : chaque samedi de 15 h à 17 h au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (M^o Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

Lors de celle-ci, la bibliothèque de l'Union régionale Ile-de-France de la FA est ouverte au public.

Associations

SAINT-DENIS : PROJECTION DE « GALÈRES DE FEMMES »

Le jeudi 28 avril à 19 h, le film *Galères de femmes* est projeté à l'université Paris VIII, amphi 2, 2, rue de la Liberté à Saint-Denis. Un débat suivra la projection, il sera animé par Jean-Michel Carré (le réalisateur), Jacques Lesage de la Haye, Serge Livrozet et Yves Loviconi.

PARIS : « CHARLIE HEBDO » FAIT DE LA TÉLÉ, ET SON CINÉMA...

Charlie Hebdo, pour la première fois à l'écran dans *Charlie Hebdo in the Tunnel* et au cinéma Grand Action, le festival « Charlie Ciné ».

Le vendredi 6 mai, au cours de la soirée thématique que ARTE consacra au tunnel sous la Manche, toute l'équipe de *Charlie Hebdo* apparaîtra dans une fiction de 30 minutes, conçue et écrite par ses soins : *Charlie Hebdo in the Tunnel*.

Du mercredi 4 au mardi 10 mai, au cinéma Grand Action (5, rue des Ecoles, 75005 Paris), « Charlie Ciné » fait son cinéma en présentant 14 films français et étrangers plébiscités par toute l'équipe... Des films qui font rire, des films qui grincent, des films qui dérangent. De Vigo à Scola, de Blier à Kubrick, de Ken Loach à Godard, de Moretti à Jarmusch...

BEAUVAIS (OISE): COLLOQUE « MAURICE DOMMANGET »

Un colloque international « Maurice Dommanget » (1888-1976) est organisé à Beauvais en hommage au citoyen, pédagogue et historien (de la

Révolution française, notamment), le vendredi 6 mai (9 h - 22 h) et le samedi 7 mai (9 h 30 - 18 h) dans l'annexe de l'Université de Picardie, amphithéâtre du Pré-Martinnet, rue du Pré-Martinnet (à 200 mètres de la gare).

Notons que Joseph Berry interviendra le samedi 6 mai, en matinée, pour causer de *Dommanget et la libre pensée*.

Le colloque se terminera, à 19 h 30, par un banquet au village de Morvilliers (lieu d'exercice de Dommanget de 1911 à 1940). Prix : 120 F (60 F pour les enfants). Chèque à l'ordre de Francis Arzalier c/o Secrétariat du colloque, Archives de l'Oise, 58, avenue Victor-Hugo, BP 941, 60024 Beauvais cedex.

PREUILLY-SUR-CLAISE (INDRE-ET-LOIRE) : « RASSEMBLEMENT DES MÉCHANTS INSOUMIS »

SMIC-jeunes, RMI, Contrats Emplois-Solidarité, droit au logement, gratuité des transports, droit à l'éducation et à la culture, droit à la santé... Ras le bol de l'exclusion, de la précarité que l'on vous impose ! Vous ne demandez pas la charité mais la justice ! Alors venez nombreux ouvrir votre gueule en un grand « Rassemblement des Méchants insoumis » en Sud-Touraine, le samedi 7 mai à 15 h, à Preuilley-sur-Claise (à dix minutes de La Roche-Posay). La manifestation partira de la place de la Mairie.

Si ça peut vous motiver, sachez que sept millions de gens survivent avec moins de 60 F par jour dans ce pays.

LITTÉRATURE

La Révolution des Œillets et la subversion dans les Lettres portugaises (fin)

(suite du n° 954)

Des années 40 à la « Révolution des Œillets », la poésie constitua un terrain propice à l'éclosion de la pensée subversive. Dans leur excellente préface à l'*Anthologie de la poésie portugaise*, M. Alberta Menéres et E. M. Melo e Castro (11), nous font remarquer, en nous fournissant de multiples exemples, que celle-ci fut essentiellement une poésie de « résistance ». Des poètes ou peintres tels que Alexandre O'Neill, Antonio Maria Lisboa, Fernando Lemos, Herberto Helder, Natalia Correia, pour ne citer que ces quelques protagonistes du surréalisme portugais, apportèrent un souffle nouveau dans les arts, les lettres et jusque dans les consciences. Au sein de la comète surréaliste, Mario Césariny, principal inspirateur des « guérillas surréalistes » (12), y occupe une place prépondérante. Pourtant, l'omniprésence de la censure autant que le taux particulièrement élevé de l'analphabétisme, relativisent l'impact réel de cette poésie de « résistance ».

Autre mouvement d'importance, faisant irruption dans les années 60, fut celui qu'inaugure la musique populaire de protestation. Celle-ci, dont la répercussion sur la mentalité du peuple portugais demeure incontestable, révéla toute une pléiade de poètes-interprètes doués d'une véritable originalité. Sérgio Godinho, Luis Cilia, mais surtout, José Mario Branco et José Afonso (13), grâce à des textes d'une grande qualité, ont su favoriser de réelles prises de conscience chez un peuple où cinquante ans de dictature fasciste avait annihilé toute capacité politique et sociale. Après le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974, José Afonso et Mario Branco apporteront souvent leur soutien à des mouvements de grève.

Au nombre des écrivains qui actuellement, dans les lettres portu-

gaises, concilient la subversion avec une certaine idée de la dignité humaine, Antonio Lobo Antunes est l'exemple le plus marquant. Ecrivain, poète et médecin de formation, ses livres, pour la plupart autobiographiques, incorporent remarquablement la narration subjective à l'évocation très réaliste d'événements sociaux et politiques. En outre, dépourvues de tout nominalisme, les images puissantes que son écriture véhicule sont toujours l'expression de phénomènes bien réels. *Le cul de Judas*, son deuxième roman, nous dépeint, sur fond de guerre coloniale en Angola, avec une férocité et une véhémence inégalable, l'effritement et le long pourrissement de la société salazariste.

Quasiment sans temps morts, la virulence de ses phrases claqué à chaque page, comme un coup de fouet. Ces quelques échantillons de sa prose, puisés dans *Le cul de Judas*, mêlent avec brio, dans un style incisif et précis, l'humour avec une lucidité acide.

Evoquant son embarquement pour l'Angola et les rituels des adieux auxquels les dames « bien pensantes » du Mouvement national féminin s'adonnaient avec force prodigalité de « bons sentiments » : « Partez tranquilles, car nous, à l'arrière-garde, nous serons vigilantes. » « Et, en effet, en y regardant de près, il n'y avait rien à craindre de fesses aussi tristes, vis-à-vis desquelles les gaines se résignaient au rôle secondaire de ceinture contre les hernies. »

Plus loin, la haine de son milieu familial et des valeurs bourgeoises, transparait à travers ce portrait au vitriol de son aïeul, le général Machado : « *Le général Machado a*

empoisonné mon steak durant des années et des années, introduisant dans la viande la moisissure indigeste d'une dignité figée, dont la rigidité victorienne me dégoûtait. »

Traduisant le désarroi de la jeunesse portugaise face à la guerre coloniale : « *Sont-ce les guérilleros ou Lisbonne qui nous assassinent, Lisbonne, les Américains, les Russes, les Chinois, les fils de putains qui se sont concertés pour nous baiser au nom d'intérêts qui nous échappent ?* »

Et enfin, en une formule d'une extrême limpidité où son anticléricalisme s'exprime sans ambages : « *L'aumônier, contrit, baissait ses paupières vierges sur sa soupe-bréviaire. Quarante ans à accumuler du sperme, calculait le capitaine âgé,*

en le toisant de loin. Si ce mec jouit, il nous noie tous dans l'eau bénite de ses couilles. »

« ...son humour noir, empreint d'un certain nihilisme... »

Le cul de Judas, Fado Alexandrino et Le retour des caravelles ont révélé Antonio Lobo Antunes comme l'un des écrivains portugais les plus originaux de la nouvelle génération. Certes, son humour noir, empreint d'un certain nihilisme, rend parfois une vision bien pessimiste et quelque peu désabusée de la société portugaise. Pourtant, loin de sombrer dans la négation pour la négation (celle qui, à moindre frais, place d'emblée un grand nombre d'écrivains dans la position, confortable, d'un Pilate se lavant les mains), sa critique mordante et lucide présente également des aspects positifs. Des passages entiers de ses romans montrent, sans la moindre équivoque, que ce n'est pas du côté de la résignation qu'Antonio Lobo Antunes tourne ses yeux.

Dans le Portugal « démocratique » d'aujourd'hui, soumis (libéralisme oblige) à l'économie de marché, tout

porte à croire que les œillets rouges d'avril 1974 se trouvent bien fanés. Les images d'Epinal de jadis qui montraient, en un même élan fraternel de franche jubilation, l'armée et le peuple s'opposer vaillamment au fascisme, doivent posséder, depuis que les doutes sont dissipés, les charmes vaporeux des mirages en plein désert. Pourtant, il y a fort à parier que le 25 avril 1994, lors des commémorations de la « Révolution des Œillets », ce sera encore celle que l'on nomme si judicieusement la « grande muette » qui sera le clou du spectacle. C'est que, qu'il soit de droite ou de gauche, tout pouvoir a grand intérêt à occulter l'emprise réelle des peuples sur les événements. Le marasme actuel dans lequel le peuple portugais se trouve englué autant que l'immobilisme social, nous font songer, avec une certaine nostalgie, aux expériences autogestionnaires du prolétariat agissant. De ce formidable mouvement social qui sut, face aux politiciens, à l'armée et à la bourgeoisie, prendre son avenir en main, personne n'en parlera. Au fond, comme le chantait si bien José Afonso : « *O que faz falta é agitar a malta* » (Ce qui fait défaut, c'est agiter les copains).

Alfredo Fernandes (individuel FA)

(11) Cette anthologie n'étant pas disponible en français, se reporter à *Anthologie de la poésie portugaise du XII^e au XX^e siècles*, édition Gallimard.

(12) Si ces fameuses « guérillas surréalistes » se concrétisaient essentiellement dans le domaine de l'expression artistique, elles n'en valurent pas moins à leurs protagonistes des poursuites de la part de la censure.

(13) L'efficacité de la chanson contestataire sur les consciences est incontestable. Le boycott (forme policée de la censure sous régime démocratique), pratiqué actuellement par les médias à l'encontre de ces chanteurs, en témoigne.

RADIO LIBERTAIRE

Un compère de « Blues en liberté » nous quitte

Avant de se dire anarchiste, il se déclarait montmartrois, sans fausse malice. On aurait pu se croiser sur les flancs de la Butte, j'habitais près de Château-Rouge et lui de la Goutte-d'Or. Il nous a quittés il y a quelques semaines et, ironie du sort, il a été enterré un 22 mars.

Alors qu'on avait dû fréquenter les mêmes marchands de disques, 68 nous avait en quelque sorte séparés : je me promenais sur les barricades et au théâtre de l'Odéon, et lui séjournait pour insoumission derrière les barreaux.

Ainsi Bernard, car c'est de lui qu'il s'agit, avant de soutenir « Blues en liberté » à la technique, aura roulé sa bosse entre les disques de blues et l'antimilitarisme. Quand Radio Libertaire naquit, c'est donc tout naturellement qu'il prit contact et que le tandem de « Blues en liberté » prit son envol.

On croyait tous qu'il allait s'en sortir, et on projetait à la guérison de son cancer d'aller voir Sue Foley au New Morning. La fée clochette du blues blanc est toujours époustouflante à la guitare. Sa voix paraît trop acide à certains. Bernard et moi, on l'aimait bien. Voilà.

Thierry (« Blues en liberté »)

« Mots et Musiques » et Radio Libertaire (89.4) présentent BÉVINDA (soirée fado) Mardi 10 mai - 20 h 30 Théâtre Clavel 3, rue Clavel (M^o Pyrénées) 75019 Paris Entrée : 70 et 90 F

UNE QUÊTE HISPANIQUE

« Les cœurs brisés »

Sylvain Fourcassié - Scandéditions

Une banale histoire de journaliste chargé de couvrir la préparation des Jeux Olympiques de Barcelone se transforme en une quête : la recherche du vieux Barcelone non défiguré par le post-modernisme, et celle du père...

Ce journaliste, Pierre, est en effet le fils posthume d'un anarchiste espagnol, Felipe. Un typo de *Solidaridad obrera* qui, après avoir combattu dans la colonne Durruti et la colonne de Fer, a été emprisonné en France, qui a rejoint la Résistance où il a rencontré Marcelle, la future mère de Pierre, pour finalement trouver la mort dans une opération de guérilla en Espagne après la Seconde Guerre mondiale.

Au hasard de ses promenades journalistiques, dans ce Barcelone chargé de souvenirs — ne couche-t-il pas dans l'hôtel où résida Orwell ? —, Pierre rencontre un vieux cireur de chaussures qui se souvient avec nostalgie de la collectivisation de sa profession : « *Du coup, on a eu un salaire. Pas grand-chose, d'accord, mais avec le respect en prime. Et ça, homme, tu peux pas chiffrer.* »

Puis ce sera le choc, après la visite à un vieux compagnon de Felipe, qui lui laisse le cahier intime de son père. A l'intérieur, Pierre découvrira par qui Durruti a été tué...

Ce cahier est en fait le prétexte pour plonger le lecteur dans cette Espagne 36, aube d'un monde meilleur, sans dieu ni maître...

Le lecteur averti regrettera que ce journal intime soit quelque peu emprunté à l'excellent livre d'Abel Paz sur Durruti, récemment réédité (et toujours en vente à la librairie du Monde Libertaire). Ainsi, l'épisode de la *Soli* rédigée par des ouvriers qui passaient dans les locaux du journal, par hasard, le 19 juillet 1936. De même la brochure d'*Un incontrôlé de la colonne de Fer* a été mise à contribution, si je ne m'abuse.

Cette nouvelle version de la mort de Durruti relève un peu — soyons méchant — de *Mystères* ou de *Perdu de vue*, les émissions de TF1. Quoi qu'il en soit, *Les cœurs brisés* est un bon livre de détente qui ne passe sous silence ni les réalisations des anarchistes

espagnols, ni les arnaques immobilières des socialistes actuels, ni les crimes passés des staliniens.

Surprenant, il est édité par Scandéditions, un des derniers vestiges des maisons d'édition liées au PCF. Faut-il le signaler, elle est dans une mauvaise passe financière. Rien d'étonnant quand la jaquette d'un livre destiné à un public « libertarisant » stipule que son auteur est un ex-attaché parlementaire et un ex-chef de cabinet ministériel. Mais que ceci ne vous empêche pas d'acquiescer, pour 80 F, *Les cœurs brisés*, et de le parcourir dans le Talgo, en partant visiter Barcelone.

Jean-Marc Mercader (gr. Albert-Camus - Toulouse)

UN PROJET ALTERNATIF AU MARCHÉ

Penser l'économie libertaire

(suite de la « une »)

tâches non gratifiantes et la minimisation du temps de production collectif.

C'est parce que la différence est organisée par le marché et la division sociale du travail en inégalité grâce à la domination de dirigeants patronaux et étatiques que nous devons les rejeter, eux et leurs instruments.

Alors que faire ? Il nous faut clarifier un projet alternatif au marché et à la division sociale du travail, et je vais lancer quelques pistes en espérant que d'autres suivront ou approfondiront celles-ci.

Quoi produire ? — Ce n'est plus le marché, et donc la recherche du profit individuel, qui doit orienter ce que l'on va produire. Ceci aboutit à ce qu'une minorité (les détenteurs de capitaux, les capitalistes) impose ses choix à la majorité travailleuse en dehors de tout intérêt pour les besoins de la société. Aussi, ce sont les désirs et les besoins de la population qui, exclusivement, doivent déterminer les biens et services à produire. La seule justification du travail humain (étant donné la peine qu'il représente) doit être la satisfaction des désirs et des besoins. En clair, nous devons pouvoir choisir ensemble ce qu'il nous semble valoir la peine de produire collectivement. Ce choix doit s'éclairer constamment de l'équivalence entre les productions et le travail exigé en contrepartie. Tout groupement humain doit pouvoir fixer librement la charge de travail qu'il accepte de s'imposer pour accéder à telle quantité de production. Ceci doit permettre la disparition des productions anti-sociales (dans la mesure où elles ne rapportent rien à la collectivité tout en lui coûtant beaucoup), comme les dépenses militaires, les dépenses capitalistes (encadrement du travail, hiérarchie...) ou les dépenses dues au marché (publicité, communication...), qui représentent un tiers de la production et donc un tiers du travail effectué aujourd'hui.

Ce que la collectivité se fixe comme volonté de production doit donc aboutir à un temps social de production. Ce temps social de production est celui où les gens produisent collectivement la production désirée et décidée collectivement. Il doit être le même pour tous, et chacun doit y contribuer sauf à s'exclure du groupe. Le reste du temps est à la disposition exclusive de chaque individu pour se consacrer à des activités sociales ou individuelles proprement humaines.

Le travail est une contrainte : nous devons tout faire pour le minimiser en ne produisant que ce qui a été collectivement déterminé comme utile et en partageant de façon équitable les tâches en question.

Il faut donc mettre en avant la définition démocratique et fédérale des besoins et son aboutissement dans un plan de production qui remplace le diktat du marché et des dominants.

Comment produire ? — Les principes ici doivent être clairs : abolition du salariat et de la propriété privée des moyens de production. Ce sont ces deux principes qui constituent aujourd'hui le principe de domination et d'exploitation : être obligé de se vendre à des gens qui ont réussi à s'approprier le travail des autres sans pouvoir décider des modalités de son travail.

Aussi la propriété sociale des moyens de production est la condition pour permettre un réel choix démocratique et fédéral de ce qu'il y a à produire et de l'organisation du travail. L'autogestion permet le transfert de pouvoir à ceux qui produisent, la répartition égalitaire des richesses et de redonner un sens à l'activité sociale de production.

Trois principes doivent nous guider :

— la propriété collective des moyens de production, puisque ce sont les besoins de la collectivité qui sont la finalité de l'activité sociale de production. Cette propriété est ensuite déléguée à un groupe de travailleurs. On ne peut laisser

« L'autogestion permet le transfert de pouvoir à ceux qui produisent... »

chaque unité de production autonome avec des travailleurs qui seraient les propriétaires et les uniques décideurs. Ce principe ne peut que dériver dans l'auto-exploitation dans le cadre d'un marché où les groupes de travailleurs seraient concurrents les uns des autres : le socialisme libertaire ne peut se confondre avec le libéralisme américain ou le principe de concurrence cher à Proudhon. C'est en tant que membre de la communauté que nous avons des droits sur les richesses et pas uniquement comme travailleurs, car sinon le risque est lourd de survaloriser le travail en tant qu'activité alors que, par ailleurs, nous dénonçons cette

réduction de l'individu au travailleur ;

— la collectivité délègue à des groupes de travailleurs, dont ils font partie, la gestion des unités de production avec les objectifs à atteindre. La seule coordination possible, à part le marché, est le plan en tant qu'instrument de coordination de la production, afin de réaliser les désirs de production exprimés par la communauté. Il est possible d'établir des planifications fédérales et démocratiques, c'est notre tâche de le montrer car, sinon, la critique du marché n'est plus valide et il ne nous resterait plus qu'à corriger les inégalités au lieu de les supprimer ;

— La suppression de la division sociale du travail par la répartition égalitaire des tâches valorisantes et des tâches non valorisantes. Ceci est une des conséquences du marché qui répartit et rétribue les gens selon leurs « compétences ». Il faut refuser ce compartimentage des fonctions, qui appauvrit la vie et enferme chacun dans une tâche. Plus personne ne doit être préposé au ramassage des ordures par exemple mais alors, il faut être logique, plus personne ne doit non plus y échapper (à moins d'arriver à automatiser un jour). Prenons un exemple : si cette tâche est répartie de façon égalitaire dans une ville de 40 000 habitants, dont 20 000 adultes, et qu'il faut 40 personnes par jour, j'aurais à faire le ramassage des ordures un jour tous les un an et demi ! Ça permettrait à 40 personnes de ne pas se faire chier toute une vie !

La rotation des tâches et cette répartition égalitaire des tâches permet de contester dans son principe la division sociale du travail et le classement méritocratique opéré aujourd'hui par les dominants. Elle impliquerait évidemment un processus de formation permanente et permettrait d'affirmer que le discours sur les compétences des gens est un discours légitimant et légitimant les inégalités car il n'y a pas tant que ça d'activités qui demandent de fortes compétences !

Comment répartir ? — Aujourd'hui la rétribution de l'efficacité supposée des travailleurs sur le marché (et même hors-marché car hors-profit comme la fonction publique) est le centre même de la domination que nous subissons tous. L'abolition du salariat doit amener un changement de perspectives. Chacun contribuant de manière égale à l'utilité collective, à partir du

moment où il est investi dans un temps social de production, chacun doit pouvoir retirer de façon égale des droits sur cette production.

Ces droits ne peuvent être comme aujourd'hui dépendants d'une fonction sociale liée à la division sociale du travail. Le temps de travail social doit fournir à chacun le niveau de production et de richesses décidé par tous. Voilà l'égalité à partir de laquelle peut

« Il est possible d'établir des planifications fédérales et démocratiques... »

émerger la liberté. Il nous faut ainsi déconnecter la tâche effectuée et le droit sur la production retiré. Ceci doit se faire notamment par la rotation des tâches, la disparition (grâce à l'automatisation) ou le partage égalitaire des tâches jugées non valorisantes (donc de celles dites valorisantes) par le groupe humain.

Ainsi, au plan de production déterminé collectivement et à une très forte majorité doit s'ajouter le plan de distribution. Tout ceci ne doit concerner que le temps social de production, dont on peut penser qu'il est facilement réductible à moins de quatre heures par jour ; le reste du temps étant celui de la production libre, de la création... de la paresse ou de l'amour.

Il y a donc urgence à mettre en avant des principes clairs qui soient constitutifs d'un projet alternatif libertaire, ce qui permet en plus d'être aussi plus clair sur la critique de la société capitaliste et d'homogénéiser quelque peu notre discours, car, contrairement à certains, je ne pense pas qu'on puisse tout dire.

Christophe
(liaison FA - Angers)

BESANÇON

« Semaine libertaire antifasciste »

(initiative FA, CNT
SCALP et Twist Against)

• **Dimanche 1^{er} mai** : manifestation, 11 h, place Pasteur.

• **Lundi 2 mai**, 20 h, à Radio Bip, 14, rue de la Viotte : débat sur *Le nationalisme*, avec Philippe Pelletier, co-auteur de *la Brochure anarchiste* sur l'ex-Yougoslavie.

• **Mardi 3 mai**, 20 h, à Radio Bip : projection du film *Un autre futur*, illustrant l'anarcho-syndicalisme durant la révolution espagnole de 1936.

• **Mercredi 4 mai**, en après-midi, place Saint-Pierre : accueil de la marche contre le chômage (« AC ! ») ;
• 20 h, à Radio Bip : débat sur *Le nouvel ordre moral*, avec Hélène Hernandez.

• **Jeudi 5 mai**, 20 h, à Radio Bip : débat sur *La montée de l'extrême droite en Europe*, animé par un membre de Réflex.

• **Vendredi 6 mai**, 20 h, à Radio Bip : débat sur *L'Italie de l'ère Berlusconi*, animé par Michel Brighanti.

• **Samedi 7 mai**, 20 h, au Montjoye : concert de soutien pour l'ouverture d'un local libertaire à Besançon, avec Michel Buzon, Tristan Léa, Pascal Mathieu, Boris Mégot et Guy Pothier.

• **Dimanche 8 mai**, 16 h, à Radio Bip : projection du film *Johnny s'en va-t-en guerre*, suivie d'un débat sur l'antimilitarisme.

Groupe P.-J. Proudhon (FA)
c/o CESL, BP 121,
25015 Besançon cedex

AVIS AUX GROUPES ET LIAISONS FA...
POUR DISTRIBUTION DANS LES MANIFS

Des paquets
(de 200 exemplaires)
de ML invendus sont disponibles
à la librairie du Monde Libertaire
contre 41 F
(frais de port pour un paquet)

SOMMAIRE

Page 1 : 1^{er} Mai... solidarité !, Penser l'économie libertaire (suite p. 8).

Page 2 : L'universel, le national et l'individuel (suite p. 3).

Page 3 : L'universel, le national et l'individuel (suite de p. 2), 1^{er} Mai... solidarité !

Page 4 : La « révolution italienne » (suite du n° 954).

Page 5 : Irlande du Nord : Une voie vers la paix, Brève Irlandaise.

Page 6 : Quand les banlieues lyonnaises brûlent, à qui profite le crime ?, Rendez-vous, Associations.

Page 7 : La Révolution des Ceillets et la subversion dans les Lettres portugaises (suite du n° 954), Un compère de « Blues en liberté » nous quitte, « Les cœurs brisés » de Sylvain Fourcassé.

Page 8 : Penser l'économie libertaire (suite de la « une »).